

Le conseil du territoire  
PARIS TERRES D'ENVOI

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Présents : 60  
Excusés : 16  
Absents : 4

REUNION DU 18 MAI 2026

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-SIX, le LUNDI DIX-HUIT MAI à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le DOUZE MAI DEUX MILLE VINGT-SIX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry, 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS	Mme Nawel AATIF, Mme Ameni ABDELJELIL, Mme Farida ADLANI, M. Abdelkader ARRAHMANE, M. Azad BABUROGLU BAPIR, Mme Djamila BELHARIZI, M. Bruno BESCHIZZA, M. Stéphane BLANCHET, Mme Célia BOUHACINE, M. Karim BOUMEDJANE, M. Denis CAHENZLI, M. Frank CANNAROZZO, M. Eric CEPRANI, M. Laurent CHANTRELLE, M. Abdelouaheb CHERIGUENE, Mme Anne-Marie DARD, Mme Virginie DE CARVALHO, Mme Muriel DEBRABANT, M. MÉRIL DECIMUS-NOVAR, Mme Mariam DIAWARA, Mme Jihane EL MESSAOUDI, Mme Arhella EL SODY, M. Vincent FAVERO, M. Seïd FERRAT, M. Ladjı GASSAMA, M. Dominique GAULON, M. Julien GOLDBERG, Mme Shéhérazade KASMI, M. Mohamed KHEMLICHE, M. Moussa KONATE, Mme Aude LAGARDE, M. Jean-Christophe LAGARDE, Mme Muriel LAGNEAU, Mme Karine LANCHAS, M. Diven LECUIR, M. Christian MALKIC, M. Anthony MANGIN, M. Paulo MARQUES, Mme Chérifa MEKKI, M. Tarik MESSAOUDI, M. Dominique MICHEL, Mme Sabrina MISSOUR, Mme Chantal MOREAU, M. Sébastien MORIN, M. Medhi NEZZAR, M. Idriss NIANG, M. Eric PALLUD, M. Alain RAMADIER, Mme Sylvie RIOL, Mme Nelly ROLAND, Mme Aïssa SAGO, M. Oussouf SIBY, Mme Rabéha SOLTANI, Mme Bilé SYLLA, M. Demba TALL, Mme Sukran TOSUN, M. Demba TRAORE, M. Julien TURBIAN, Mme Mélissa YOUSOUF.
EXCUSES	M. François ASENSI, Mme Fatima BELMOUDEN, Mme Estelle DAVOUST, M. Sébastien DE CARVALHO, Mme Fatimata DOUCOURE-BAH, M. Abderrazak FADILLI, M. Quentin GESELL, M. Michel LASTAPIS, M. Rachid M'BARKI, Mme Gemmila MEGHRAOUI, Mme Mounia MESTAOUİ, M. Didier MIGNOT, M. Jean-Philippe RANQUET, Mme Fatou SAGNA, M. Gilles SAULIERE, M. Gokhan UNVER.
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme Virginie DE CARVALHO, Mme Sabrina MISSOUR, M. Julien TURBIAN, M. Vincent FAVERO, M. Seïd FERRAT, Mme Jihane EL MESSAOUDI, M. Dominique GAULON, Mme Rabéha SOLTANI, M. Demba TALL, Mme Arhella ELSODY, Mme Chantal MOREAU, M. Demba TRAORE, M. Karim BOUMEDJANE, Mme Chérifa MEKKI, M. Idriss NIANG, M. Diven LECUIR.
ABSENTS	Mme Fatma BOUDRAF, M. Mohamed CHERIF, M. Fouad EL KOURADI, Mme Elena MALANDRA.
SECRETAIRE DE SEANCE	Mme Nawel AATIF

DELIBERATION N°93 – FONCIER - DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PRIORITE AU PRESIDENT DE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOI

le conseil de territoire,  
Après avoir entendu l'exposé de Mme Virginie DE CARVALHO,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5219-5 IV et L.5211-1 et L. 5211-10,
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.240-1 et suivants, R.211-1 et suivants, R.213-1 et suivants,
- Vu la délibération n°157 B du conseil de territoire du 18 décembre 2023 relative aux délégations du droit de préemption pour la commune de Drancy,
- Vu la délibération n°158 B du conseil de territoire du 18 décembre 2023 relative aux délégations du droit de préemption pour la commune de Dugny,
- Vu les délibérations n°159 B du conseil de territoire du 18 décembre 2023, n°14 (rectificative) du conseil de territoire du 26 février 2024, et n°167 du conseil de territoire du 16 décembre 2024, relatives aux délégations du droit de préemption pour la commune du Blanc-Mesnil,
- Vu la délibération n°160 B du conseil de territoire du 18 décembre 2023 relative aux délégations du droit de préemption pour la commune du Bourget,
- Vu les délibérations n°161 B du conseil de territoire du 18 décembre 2023, et n°169 du conseil de territoire du 16 décembre 2024 (rectificative) relatives aux délégations du droit de préemption pour la ville de Tremblay-en-France,

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20260518-93-18-05-2026-DE  
Date de télétransmission : 19/05/2026  
Date de réception préfecture : 19/05/2026

**Vu** la délibération n°79 du conseil de territoire du 26 juin 2024 relative aux délégations du droit de préemption pour la commune de Villepinte,  
**Vu** la délibération n°168 du conseil de territoire du 16 décembre 2024 relative aux délégations du droit de préemption pour la commune de Sevran,  
**Vu** la délibération n°13 du conseil de territoire du 16 février 2026 relative aux délégations du droit de préemption pour la commune d'Aulnay-sous-Bois,  
**Vu** le rapport de présentation annexé,

**Considérant** que l'exercice du droit de préemption urbain - et plus largement de l'ensemble des droits de préemption dont l'EPT pourrait être titulaire ou délégataire - ou sa délégation à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation, au concessionnaire d'une opération d'aménagement au concessionnaire d'une concession d'aménagement ou « habitat dégradé », à une société d'économie mixte agréée, à l'un des organismes d'habitations à loyer modéré ou à un des organismes agréés mentionnés par le code de la construction et de l'habitation et l'exercice ou la délégation du droit de priorité sont soumis à des délais contraints difficilement conciliables avec le calendrier des séances du conseil de territoire.

**Considérant** qu'il y a donc lieu d'organiser matériellement l'exercice des droits de préemption, encadré dans des délais courts par le code de l'urbanisme, indépendamment des sessions du conseil de territoire.


**Considérant** que le Président doit rendre compte à chaque conseil de territoire de l'ensemble des décisions prises dans le cadre de sa délégation.

#### **Après en avoir délibéré,**

- **DELEGUE** au Président le pouvoir d'exercer, au nom de l'EPT Paris Terres d'Envol, l'ensemble des droits de préemption institués par le titre Ier du Livre II du code de l'urbanisme, dont fait notamment partie le droit de préemption urbain que l'établissement public territorial en soit titulaire ou délégataire ainsi que le droit de priorité.
- **DELEGUE** au Président le pouvoir de déléguer à son tour l'exercice du droit de préemption urbain et le droit de priorité au sein des secteurs d'intérêt territorial, aux personnes énumérées par le code de l'urbanisme.
- **PRECISE** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- **DIT** que la présente délibération sera publiée au registre des actes administratifs et affichée au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol, situé boulevard de l'Hôtel de ville à Aulnay-sous-Bois. Une amplification de la présente délibération sera faite au préfet de la Seine-Saint-Denis.
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécourse citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Adopte à l'unanimité**

Le Président  
**Bruno BESCHIZZA**



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20260518-93-18-05-2026-DE  
Date de télétransmission : 19/05/2026  
Date de réception préfecture : 19/05/2026